



## Programme

Club de réflexion et de proposition pour l'unité de la gauche

### Forum RELANCE OU SORTIE DE CRISE ?

Samedi 4 Avril 2009 de 9h30 à 17h30

Salle 62-41  
126, rue de l'université, Paris

**Assemblée Nationale  
OUVERT À TOUS, ENTRÉE LIBRE**

Avec :

- **Jean Auroux** (ancien ministre du travail)
- **David Cayla** (économiste, membre du Conseil Politique de Gauche Avenir)
- **Eric Dacheux** (professeur des universités à Clermont 2)
- **Denis Durand** (économiste, membre du PCF)
- **Jean-Luc Gréau** (économiste et essayiste)
- **Dany Lang** (maitre de conférence à Paris 13)
- **Philippe Matzkowski** (syndicaliste, président du collectif LBO)
- **Christophe Ramaux** (maitre de conférence à Paris 1, membre du Parti de Gauche)
- **Julia Taddei** (économiste)

#### **Atelier 1 : Libérer l'économie du joug de la finance**

9h30/11h00

L'échec des marchés financiers à s'autoréguler est le symptôme de la faillite des dogmes libéraux. Mais la finance domine encore l'économie productive et prélève chaque année des centaines de milliards pour financer ses activités spéculatives. Comment sortir de ce modèle et contraindre la finance à être au service de l'économie réelle ?

#### **Atelier 2 : Mettre fin au système féodal dans l'entreprise**

11h00/12h30

Durant les dernières décennies, la finance a pris le pouvoir dans l'entreprise, au détriment des salariés et de la logique productive. Si l'on veut revenir à une économie au service du long terme, il convient de rétablir des contrepouvoirs en accordant un rôle accru aux salariés.

#### **Pause déjeuner**

#### **Atelier 3 : Combattre les inégalités pour sortir de la crise**

14h00/15h00

La crise actuelle est la conséquence de politiques libérales qui ont appauvri la majorité des ménages des pays industrialisés. Pourquoi les inégalités ont-elles explosées ? Comment restaurer un rapport de force plus favorable aux salariés ?

#### **Atelier 4 : Sortir du libre-échange et réformer les instances européennes et mondiales**

15h00/16h00

Les responsables politiques multiplient les sommets et tentent d'inventer dans l'urgence de nouvelles régulations mondiales. Ils appellent en même temps à combattre les « tentations protectionniste ». Ces projets de réforme sont-ils à la hauteur ? Comment construire un nouvel ordre économique mondial au service d'un développement durable ?

#### **Atelier 5 : Des réponses politiques pour maintenant et pour demain**

16h00/17h00

Comment préparer un monde nouveau ? Que peut-on obtenir aujourd'hui ? Que doit-on préparer pour demain ? La crise actuelle peut être une chance si elle nous oblige à revoir entièrement notre système économique afin qu'il profite enfin au plus grand nombre.

Inscription préférable sur [www.gaucheavenir.org](http://www.gaucheavenir.org). Prévoir une pièce d'identité pour entrer à l'Assemblée.

INVITATION

## ON NE RELANCE PAS UN SYSTÈME QUI MEURT

Depuis que la crise financière s'est transformée en crise économique, les gouvernements dégagent les milliards et convoquent des sommets pour apparaître comme de bons gestionnaires de crise. Persuadés d'avoir affaire à une « catastrophe naturelle » que personne n'avait anticipée, ils s'étonnent que les scénarios les plus noirs se réalisent systématiquement à la place des hypothèses autrefois privilégiées « d'atterrissage en douceur », ou de récession brève. Dépourvus de vision, constamment en retard sur la gravité de la situation, ils tentent de conjurer leur baisse de popularité en multipliant des plans de relance qui visent à sauver un système qui prend l'eau de toute part.

Plus la crise se prolonge, plus ces efforts apparaissent dérisoires. Alors que les banques centrales inondent le secteur bancaire en argent frais et quasi gratuit, le système financier est toujours tétanisé. L'inflation et les déficits publics, dénoncés autrefois par les gouvernements et les banquiers centraux, sont aujourd'hui considérés par les mêmes comme une solution raisonnable. Ironie de la situation : obsédé par le rétablissement de l'ordre initial, ils sont contraints de mettre à mal un à un les dogmes libéraux sur lesquels ce système reposait. Mais ils espèrent que ces « reculs » seront temporaires.

## LA CRISE N'EST PAS UN ACCIDENT

Souvenons-nous. Pendant des années la régulation de l'économie a été laissée aux forces du marché et de la concurrence « libre et non faussée ». On nous disait que la bureaucratie et les décisions gouvernementales étaient illégitimes, que l'interventionnisme était inefficace et dangereux, que les États devaient accepter leur impuissance.

Au nom de l'Europe et de son marché, les services publics ont été offerts à la concurrence et privatisés. Au nom du libre-échange et de la division internationale du travail, la France a perdu 600 000 emplois industriels depuis 2001. Au nom de la flexibilité du travail et de la compétitivité des entreprises, on a privé le monde du travail de ses conquêtes sociales. Au nom des baisses d'impôts pour les plus riches, on a dégraissé l'État et organisé la pénurie dans les hôpitaux, l'éducation et la recherche. Sur toute la planète la rémunération du capital a prévalu sur celle du travail. Il était prévisible que ce profond déséquilibre ne pourrait durablement se poursuivre.

## LIBÉRER L'ÉCONOMIE DU JOUG DE LA FINANCE

S'il y a un secteur où la logique libérale a été poussée à son paroxysme, c'est bien la finance. En quelques décennies, elle est devenue l'industrie la plus mondialisée et la plus concurrentielle. Grâce à sa force de frappe, les fonds privés ont pu imposer leurs règles aux entreprises de tous secteurs, rachetant des sociétés à l'actionnariat orphelin et transformant leurs dirigeants en mercenaires au service de leurs seuls intérêts. La logique industrielle, fondée sur l'investissement et la production a rapidement été abandonnée au profit d'une logique de maximisation d'actifs diversifiés et interchangeables.

Mais la finance n'a pas tenu ses promesses. Depuis les années 2000, les marchés financiers prélèvent davantage sur l'économie productive qu'ils ne lui apportent de capitaux. Les rachats d'actions et les dividendes versés aux actionnaires ont largement dépassé le volume des investissements qu'ils ont permis. Et lorsque la finance investit, c'est souvent en pure perte. Loin de parvenir à l'optimalité des investissements et à une bonne gestion des risques, la finance mondialisée n'a cessé de se compromettre dans de fausses promesses spéculatives, et a fait reposer sur la collectivité publique et les contribuables l'assurance du risque systémique.

Résultat de la financiarisation de l'économie : jamais les profits des entreprises et le nombre de travailleurs pauvres n'ont été aussi élevés. En 2007, les entreprises du CAC 40 ont fait 100 milliards d'euros de profit. En 2008, malgré la crise, ce montant s'est élevé à 85 milliards, dont 54,2 milliards qui ont été distribués aux actionnaires. Grâce aux aides gouvernementales, à la disparition de la taxe professionnelle et aux plans de licenciement qu'ils engagent, les grands groupes espèrent préserver leurs bénéfices en faisant porter aux salariés et aux contribuables les principaux coûts de la crise.

## LES INDISPENSABLES RUPTURES

Nous sommes à la fin d'un cycle, dans une crise massive de surproduction. Continuer à faire payer les ménages et les salariés ne fera que précipiter l'économie mondiale dans la dépression. Même si une partie de la droite continue de croire que le marché va sortir l'économie de la récession en « purgeant ses excès », les économistes les plus lucides admettent qu'il faut repenser profondément l'ensemble du système, tel Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, qui admet que « le système du marché n'a pas fonctionné », ou Paul Krugman, autre prix Nobel, qui n'hésite pas à comparer l'escroquerie de Madoff avec le fonctionnement habituel de la finance américaine.

Parce que l'idéologie de la droite est en train de s'effondrer, la gauche a une occasion unique de montrer qu'elle peut apporter de vraies réponses. Elle doit lever les tabous que les idéologues néolibéraux ont installés dans les esprits, comme le danger des protections dans les échanges, la condamnation du capital public, la stérilité de la solidarité et de la redistribution.

En renonçant au dogme du marché, la gauche doit réhabiliter l'interventionnisme démocratique et rendre à la collectivité un droit de regard sur les affaires économiques. Mais la gauche doit aller plus loin. Elle doit proposer un autre système et combattre les conservateurs qui cherchent à revenir à l'ancien. Sans doute convient-il de réinventer l'économie mixte ou plurielle, avec un secteur privé, un secteur public et un secteur socialisé (économie sociale). La redistribution des richesses n'est pas toujours séparable de leur production et toutes les activités humaines ne justifient pas une intervention marchande, et moins encore profitable. En affaiblissant le poids de la puissance publique, en mettant en concurrence, par le libre-échange généralisé, les travailleurs du monde entier, le monde ancien a fait exploser les inégalités et a gaspillé les ressources naturelles de la planète. Il n'était soutenable ni socialement, ni écologiquement.

Il est plus que temps de tourner la page.

## CONSTRUIRE UN MONDE NOUVEAU

Aux opérations de relance qui prétendent restaurer un système injuste et inefficace, il faut répondre par un vrai changement qui soit au service du plus grand nombre.

Au marché sans entrave qui privilégie les forts et engendre la concurrence de tous contre tous, il faut répondre par l'intervention de la puissance publique, seule manière de définir des règles qui permettent de mieux produire ensemble et de mieux partager les richesses.

Au régime féodal qui s'est imposé dans les entreprises, il faut répondre par un nouveau partage du pouvoir économique qui ne soit plus au service des seuls actionnaires.

Au libre-échange généralisé qui pousse tous les pays à adopter des stratégies de dumping social et environnemental, il faut répondre par des règles commerciales équitables fondées sur la coopération, dans le cadre d'instances internationales légitimes, ou par des échanges négociés entre grands espaces économiques et politiques solidaires.